



**COMMUNE DE THONON-LES-BAINS
(HAUTE-SAVOIE)**

**PROJET D'AMENAGEMENT DU SECTEUR DE
CHAMP DUNAND**

**DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
*
PARCELLAIRE
*
MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME**

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

**CONCLUSIONS
AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR
RELATIFS
A LA
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

CONSIDERANT :**I****A L'ANALYSE DU DOSSIER :****I - 1****QUANT A L'ENCADREMENT LEGAL ET REGLEMENTAIRE :**

* que, formellement, la décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble nommant le commissaire enquêteur est antérieure au 1^{er} juin 2012 et l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie ouvrant et organisant l'enquête publique y est postérieur à cette date, d'effet du décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

* que l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête comporte ainsi des dispositions rendues inadaptées ou caduques par le décret précité ; que certaines dispositions réglementairement nouvelles peuvent, aussi, y faire défaut,

* que les irrégularités alors constatées restent toutefois mineures, sans incidence notable sur le déroulement des procédures et peuvent rester à ne mentionner que pour mémoire,

* que, par ailleurs, les présentes procédures ont été engagées conformément aux dispositions réglementaires nouvelles en matières notamment d'unicité de l'enquête publique, d'évaluation environnementale, d'examen conjoint, ...

** que le dossier peut au final être formellement adopté et bénéficier d'un avis favorable en matière d'encadrement légal et réglementaire,*

* que le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique contient une étude d'impact,

* que l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie ouvrant et organisant l'enquête publique est postérieure au 1^{er} juin 2012, date d'effet du décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'étude d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements ; que la réforme ainsi en vigueur à la prescription de l'enquête publique fait sortir du cadre réglementaire régissant celle-ci la production d'une étude d'impact,

* que ressortent toutefois de l'analyse du document les éléments nécessaires à une appréhension satisfaisante de l'opération ; que contenant une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 et une étude du potentiel de développement en énergies renouvelables, le document peut, encore, être considéré conforme aux dispositions légales et réglementaires nouvelles.

** que le dossier peut au final être formellement adopté et bénéficier d'un avis favorable quant à l'exposé des éléments dans une étude d'impact,*

I - 2

QUANT A L'INFORMATION DU PUBLIC :

- * qu'un avis d'enquête publique unique a été affiché, par les soins de la commune de Thonon-les-Bains, dès le 29 juin 2012 et pendant toute la durée de l'enquête à la porte de la mairie de Thonon-les-Bains ainsi que sur les lieux.
- * que l'avis a été, en outre, été inséré par les soins de la Préfecture de la Haute-Savoie dans le quotidien « Le Dauphiné Libéré » et l'hebdomadaire « Le Messenger » du 28 juin 2012 avec rappels le 19 juillet.
- * que la Préfecture de la Haute-Savoie a, aussi, affiché sur son site les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, d'enquête parcellaire et d'enquête préalable à la mise en conformité du PLU, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale et l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête.
- * que la commune de Thonon-les-Bains a, encore, édité le 10 juillet 2012 une annonce de l'enquête publique sur son site internet.
- * que l'information du public a ainsi été assurée conformément aux obligations réglementaires et de manière satisfaisante.*

I - 3

QUANT AUX OBJECTIFS :

- * que la commune de Thonon-les-Bains souhaite étendre sur le site de Champ Dunand la zone industrielle de Vongy, parvenue à saturation,
- * qu'il est d'ores et déjà attribué au site une vocation urbaine à dominante d'activité économique ou industrielle au titre du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2003,
- * qu'il est proposé de développer sur le site un pôle d'activités intermédiaires entre industrie et services, constituant un secteur de transition, en termes de typologie des entreprises accueillies ainsi que de traitement paysager et écologique, entre des secteurs voisins, l'un industriel, l'autre d'habitat,
- * que le projet reste fondamentalement conforme à la vocation en vigueur du site en termes d'urbanisme,
- * que les ouvrages d'accompagnement sont proposés limités à une viabilisation interne au site, avec un giratoire central et un giratoire de connexion à l'avenue de Saint-Disdille, en vue de la desserte des entreprises qui seront appelées à s'installer sur le site,
- * que les objectifs ainsi poursuivis peuvent être adoptés,*
- * que le dossier peut bénéficier d'un avis favorable en matière d'objectifs,*

I - 4

QUANT A LA PRESENTATION DU PROJET :

- * que les données d'urbanisme ou environnementales et les incidences du projet sont présentées de manière satisfaisante et peuvent être adoptées moyennant quelques précisions et compléments mineurs, tenant notamment à la définition du traitement des eaux pluviales et usées qu'il convient de lire dans une optique « à terme », la situation étant évolutive et le texte du dossier parfois caduc,
- * que la définition des ouvrages à prévoir est satisfaisante, moyennant quelques compléments de détail relatifs aux réseaux existants,
- * que si, dans l'appréciation sommaire des dépenses, la fraction relative au foncier est étayée de manière satisfaisante par l'estimation des biens à acquérir établie par l'Etat au travers du service « France Domaine » dépendant de la direction générale des finances publiques, la fraction relative aux travaux ne présente que des montants globaux non détaillés ; que le responsable du projet a été en mesure de produire des détails de postes de travaux satisfaisant à la justification de ces montants,
- * que les impacts sur la santé et l'environnement ainsi que l'insertion du projet dans ce dernier sont peuvent être admis satisfaisants, étant toutefois précisé que les impacts en matière d'hydrologie doivent être considérés satisfaisants « à terme » en tant que dépendant de la réalisation du passage au séparatif de l'assainissement,
- * qu'en matière de protection du patrimoine, le site reste hors champ des servitudes d'utilité publique liées à la protection des monuments historiques, mais qu'une fraction en est incluse dans le périmètre de présomption de vestiges archéologiques ; que les obligations et contraintes réglementaires en la matière sont rappelées, de manière satisfaisante,
- * qu'en matière de potentiel de développement en énergies renouvelables, il est proposé un « cahier des charges thermiques » à imposer aux candidats à l'implantation sur le site ; que ces dispositions paraissent satisfaisantes,
- * que les dispositions proposées sont, au final, satisfaisantes moyennant les précisions et compléments qu'il convient d'y apporter,*
- * que le dossier peut alors bénéficier d'un avis favorable en matière de présentation du projet,*

I - 5

QUANT A L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :

* que l'autorité environnementale adopte globalement le dossier d'étude d'impact, mais souhaite des compléments en matières de déplacements sur le site et à proximité, des compléments d'inventaires de la faune et de la flore ; qu'elle estime que l'aménagement de la zone de Champ Dunand en lien avec la restauration de la zone de Vongy pourrait permettre, dans un projet d'ensemble, la restauration des continuités écologiques entre les zones NATURA 2000 ; qu'elle demande des précisions sur la profondeur de la nappe d'eau libre souterraine et vulnérable identifiée sur le site ; qu'elle prend enfin acte de l'intégration au dossier de l'étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables prescrite par la loi Grenelle du 3 août 2009 ; qu'elle entérine les dispositions proposées en matière de risques et de nuisances.

* que la réponse du Responsable du projet, intégrée au dossier, est présentée par son auteur satisfaisant aux souhaits et interrogations de l'autorité environnementale,

* que l'assertion s'avère recevable,

** que le dossier peut alors bénéficier d'un avis favorable en matière de présentation et d'exploitation de l'avis de l'autorité environnementale,*

II

A L'ANALYSE DES INTERVENTIONS DU PUBLIC

ET DU MÉMOIRE EN REPONSE DU RESPONSABLE DU PROJET

II - 1

QUANT A L'UTILITE PUBLIQUE :

** que des interventions du public ressort une adoption générale implicite ou explicite du projet,*

II - 2

QUANT AUX OUVRAGES PROPOSES

* que Monsieur et Madame BURNAT, puis Monsieur Paul BURNAT ont interrogé sur l'opportunité, si ce n'est le bien fondé, de la création d'un giratoire supplémentaire à l'entrée du site,

* que le responsable du projet, dans son mémoire en réponse, expose que la création d'un giratoire à l'entrée du site de Champ Dunand améliorera la sécurité des deux carrefours adjacents en permettant de ralentir la circulation sur l'avenue de Saint-Disdille,

* que l'aménagement s'accompagnera d'une modification du système de priorité au carrefour entre l'avenue de Saint-Disdille et l'avenue du Champ Bochard,

* que les modalités en restent à préciser,

* qu'il convient alors de souligner que le projet comporte de fait un giratoire d'accès au site inséré entre deux carrefours peu distants l'un de l'autre ; que, vu la structure de l'existant, le régime des priorités devrait effectivement être modifié, mais que le défaut de précisions ne permet pas de conclure à une situation satisfaisante en matière de sécurité de la circulation,

* que le Responsable du projet se déclare toutefois disposé à examiner à nouveau la possibilité d'un seul giratoire en remplacement du carrefour existant entre l'avenue de Saint-Disdille et l'avenue de Champ Bochard et assurant simultanément l'accès à la zone qu'il s'agit de créer.

* que ces dispositions pourraient être de nature à écarter les précédentes remarques relatives à la sécurité de la circulation.

Elles n'en impliqueraient pas moins une adaptation formelle du projet.

III

EN MATIERE D'APPLICATION DE LA THEORIE DU BILAN

* que les charges et contraintes liées au projet sont compensées dans le cadre des objectifs poursuivis,

* que les coûts avancés paraissent justifiés et correspondre à la nature des prestations,

* que limités à la maîtrise du foncier et à une desserte interne du site, ils correspondent à un minimum de prestations nécessaires au développement du site,

* que le projet reste conforme ou compatible avec des dispositions adoptées de longue date au niveau du PLU, et à un niveau supérieur après approbation du SCOT,

** que dans ces conditions le bilan de l'opération peut être adopté,*

IV

EN MATIERE DE JUSTIFICATION DE L'UTILITE PUBLIQUE

* que le projet reste conforme ou compatible avec des dispositions adoptées de longue date au niveau du PLU, et à un niveau supérieur après approbation du SCOT,

* que l'aménagement du secteur de Champ Dunand nécessite la maîtrise foncière sur l'ensemble des terrains,

- * que deux tiers de ceux-ci ont été acquis par la commune,
- * qu'une situation de blocage doit être constatée pour le reliquat,
- * que la recherche d'une maîtrise foncière complète implique le recours à l'expropriation des dernières emprises,
- * que la demande de Déclaration d'Utilité Publique est ainsi justifiée,

J'EMETS UN

AVIS FAVORABLE

**à la demande de Déclaration d'Utilité Publique
de l'aménagement du secteur de Champ Dunand
sur la commune de THONON-LES-BAINS**

ASSORTI DE LA RECOMMANDATION

que soient réexaminées les dispositions à retenir pour un accès à la zone évitant une succession de carrefours et giratoire proches les uns des autres, insatisfaisante en termes de sécurité.

Thollon-les-Mémises, le 2 OCT. 2012

Le commissaire enquêteur



Bernard BARRE

*

